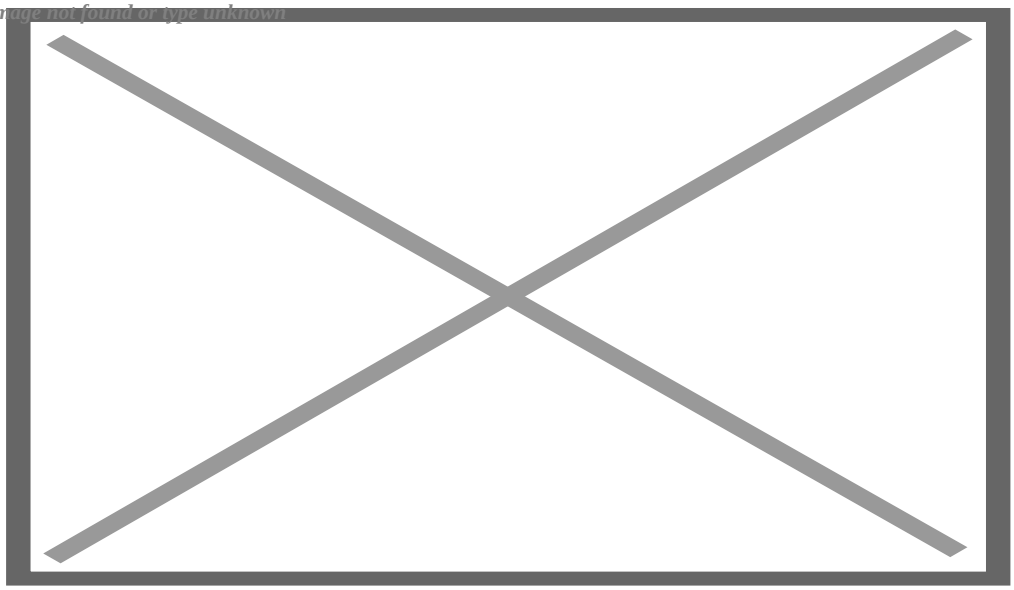
Un rapport de l’ONU confirme que 126 millions de Brésiliens souffrent d’insécurité alimentaire

Image not found or type unknown



New York, 19 avril, (RHC) Environ 125 millions de Brésiliens, d’une population de 211 millions, soufrent d’insécurité alimentaire.Le nombre de personnes qui sont dans une situation extrême qui ont faim 20 millions, nous fait revenir à la période précédente à l’année 2004. Ce sont des conditions propices pour que le Brésil apparaisse sur le prochain rapport de la Carte de la faim des Nations unies après l’avoir quittée en 2014.

La tâche d’aider le secteur le plus vulnérable de la population brésilienne s’est avéré compliquée les derniers mois. La société civile a fait pression pour une aide élémentaire d’urgence et à l’heure de l’appliquer, le gouvernement a découvert 21 millions de Brésiliens invisibles, qui n’apparaissaient même pas dans les registres et n’avaient même pas de comptes en banque. Peu de temps après, il était clair pour tous ou presque pour tous que cet effort ponctuel était évidemment insuffisant. Beaucoup de gens restaient encore en arrière.

Mais pour rendre la situation encore pire, le recensement chaotique a laissé sans revenus des milliers de femmes, mères de familles. L’aide d’urgence a été brève, elle est finie en décembre de l’année dernière, après 5 mois de mensualités de 600 réales (moins de 100 euros) pour chacune, et l’effort pour la

proroger jusqu'à la fin de la pandémie avec la même valeur initiale, n'a pas donné de résultats. L'administration Bolsonaro a réduit le nombre des bénéficiaires, désormais 20 millions de personnes vont rester hors de l'aide et en plus la somme de celle-ci a été réduite. Elle continue à être insuffisante.

La fondation Getúlio Vargas (FGV) a révélé que le niveau de pauvreté au Brésil atteint 12,83% de la population (selon information de fin mars de cette année), triplant le niveau des dommages prévus au plus fort de cette aide (six mois avant)- La situation était cependant délicate bien avant le Covid-19.

Selon la FGV l'insécurité alimentaire était de 17% en 2014, et a augmenté 30% en 2019, avec une hausse de 68% de l'extrême pauvreté. Ces sont des données qui oscillent constamment et dépendent beaucoup des aides gouvernementales, tels que le programme nommé Bolsa familia (Panier familial) mis en œuvre en 2003, au début de la législature du président Luiz Inácio Lula da Silva, basé sur d'autres mécanismes qui existaient déjà.

L'effet des programmes sociaux offrent « des instantanées », importantes pour travailler sur des mesures structurelles, a expliqué le chercheur Marcelo Neri, de la fondation Getúlio Vargas, « mais elles ne démontrent pas de durabilité, car les gens retournent très vite à la pauvreté, dont les données augmentent dans la même mesure où elles diminuent ». Pour Neri, l'aide d'urgence constitue « une anesthésie des effets de la crise avec un effet transitoire »

Marcelo Neri reconnaît que « le programme Bolsa Familia (Panier familial) a causé un grand impact positif chez la population la plus pauvre, c'est une technologie qui a fourni un service au Brésil », mais celle-ci ne doit pas être la seule option de développement.

En outre, « depuis 2014 le programme a souffert des réductions jusqu'à 20% même si c'est un programme bon marché pour le gouvernement représentant 0,5% du Produit Interne Brut (PIB), tandis que les pensions en représentent 14% ». Les valeurs reçues par les familles, aussi bien du point de vue espagnol qu'européen, s'avèrent absolument dérisoires: chaque famille peut cumuler un maximum équivalent à 40 euros, comme la seule source de revenus dont elle dispose pour acheter de la nourriture.

L'institut de Dépistage Économique Appliqué (IPEA de par son sigle) a révélé il y a deux ans, dans l'un de ses agendas d'objectifs pour le développement durable, le besoin de garantir un budget suffisant au programme Bolsa Familia (Paniel familial) , pour qu'il soit le plus efficace possible, surtout en familles ayant des enfants jusqu'à l'âge de 14 ans. Étant donné que le pays se trouve au milieu d'une situation financière difficile et que notre charge fiscale dépasse 30% du PIB, cela va probablement exiger des réductions dans d'autres secteurs » Le Brésil a choisi un autre chemin, celui de réduire le nombre de familles du programme.

Source Cubadebate.

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/254563-un-rapport-de-lonu-confirme-que-126-millions-de-bresiliens-souffrent-dinsecurite-alimentaire

Radio Habana Cuba